



## Atteindre de nouveaux sommets : Mesurer l'autonomisation des femmes

Au Bangladesh, un programme de lutte contre la pauvreté aide les enfants à grandir et souligne le manque de données probantes liées aux actions visant à renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes filles à travers le monde.







## En 1983, CARE Canada a lancé l'un des projets les plus ambitieux de son histoire.

À l'époque, il existait un réel fossé entre les communautés urbaines et rurales du Bangladesh. Plus particulièrement, les femmes des milieux ruraux ne jouaient aucun rôle dans la vie publique et sortaient très peu de chez elles. Le manque de route ne faisait qu'accentuer cet isolement, car les familles ne pouvaient pas se rendre aux marchés pour vendre leurs produits.

En partenariat avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI), CARE Canada a pu mettre en place son Programme de Maintenance Rurale (PMR), un projet local visant à améliorer le rôle des femmes en construisant des routes pour relier les fermes aux marchés.

Résultat : ce fut un succès spectaculaire.

Vers la fin de l'année 2002, je me suis rendu à Khulna, une petite ville située à environ 140 km de Dhaka, mais tout de même à huit heures de route. C'est là que j'ai vu ces femmes travailler main dans la main pour développer leur communauté. Leur sens de la camaraderie et de la solidarité sautait aux yeux tandis qu'on les entendait chanter tout en travaillant dur pour construire quelque chose de bien plus grand que les modestes routes qui menaient à leurs habitations.

Le projet a été un succès à plusieurs niveaux, apportant des résultats tangibles et mesurables. Pour être exact, plus de 100 000 kilomètres de routes reliant les fermes aux marchés ont été entretenues. En réalité, le gouvernement du Bangladesh était si impressionné qu'il a repris le projet en 2006.

Cela a permis aux 42 000 femmes oeuvrant pour ce projet de sortir de chez elles et de jouer un nouveau rôle social dans leurs communautés. Les programmes de formation rattachés au projet leur ont donné les moyens de changer de vie et de sortir leurs familles de l'extrême pauvreté.

Le mérite de l'ACDI est de s'être engagée dans un programme à long terme. C'est aussi ce qui a fait, en partie, la valeur du projet. Ainsi, nous avons eu suffisamment de temps pour recueillir et évaluer des données permettant de comprendre quels facteurs ont mené au succès du projet. Les leçons tirées ont ensuite pu être appliquées aux pays voisins, comme au Pakistan et en Afghanistan, où nous sommes toujours actifs aujourd'hui.

L'une des principales forces de CARE Canada est que nous faisons partie de la grande famille de CARE International. Les programmes canadiens couronnés de succès tels que le PMR, servent de modèle à tout notre réseau afin de mettre sur pied de futurs programmes, à l'instar de celui que vous trouverez dans « Atteindre de nouveaux sommets ». Grâce à un engagement à long terme et à une évaluation minutieuse, nous pouvons comprendre comment l'autonomisation des femmes permet aux enfants de mieux grandir et permet de renforcer les communautés et d'aider les familles à sortir de la pauvreté.

Nous travaillons ensemble pour préparer le terrain, au sens propre comme au figuré.

Kevin McCort

*Président et chef de la direction de CARE Canada*





# MESURER L'AUTONOMISATION DES FEMMES

Les économistes et les experts en nutrition du monde entier ont été abasourdis par les chiffres venant du Bangladesh. Ils n'avaient jamais vu de résultats tels que ceux issus d'un programme visant à lutter contre la malnutrition et à améliorer les conditions de vie des 2 millions de personnes les plus pauvres du pays.

En effet, les chiffres de « retard de croissance », qui mesurent le déficit de croissance d'un enfant causé par la malnutrition, ont chuté presque deux fois plus vite que ceux enregistrés dans le cadre du programme de sécurité alimentaire traditionnel financé par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Mais les chercheurs n'étaient pas au bout de leur surprise. Ces enfants grandissaient davantage dans les régions les plus pauvres du Bangladesh, là où les taux de malnutrition infantile font partie des plus élevés au monde et où ils n'ont pas changé au cours de la dernière décennie.



*L'équipe de SHOUHARDO enregistre la taille d'un garçon en 2007.*

Ils se sont alors questionnés sur les raisons du risque de retard de croissance infantile. Comment le taux de malnutrition avait-il pu autant diminuer durant une période marquée par le passage d'un cyclone ayant dévasté les cultures et une explosion des prix des produits alimentaires due à une pénurie de céréales?

**« Je craignais que les chiffres ne soient erronés », explique Lisa Smith, économiste principale au sein de la société de conseils Technical Assistance for Non-Governmental Organizations (TANGO International). « L'ampleur de la diminution était tellement grande. »**

En moins de 4 ans, le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 24 mois dans la population cible est passé de 56,1 à 40,4 %, soit une réduction annuelle de 4,5 points. Cette baisse éclipse le 0,1 point de baisse dans le reste du Bangladesh et dépasse largement les 2,4 points de diminution annuelle enregistrés en moyenne dans le cadre du programme de sécurité alimentaire de l'USAID.<sup>1</sup>

Après avoir consciencieusement vérifié les données, Lisa Smith, dont l'entreprise avait été chargée d'évaluer le projet pour l'USAID, a demandé à un collègue d'analyser les chiffres, sans lui avoir révélé ses propres résultats. « Il en est arrivé à la même conclusion que moi », déclara-t-elle. « Je me suis alors dit que nous devons à présent comprendre comment cela était possible. »

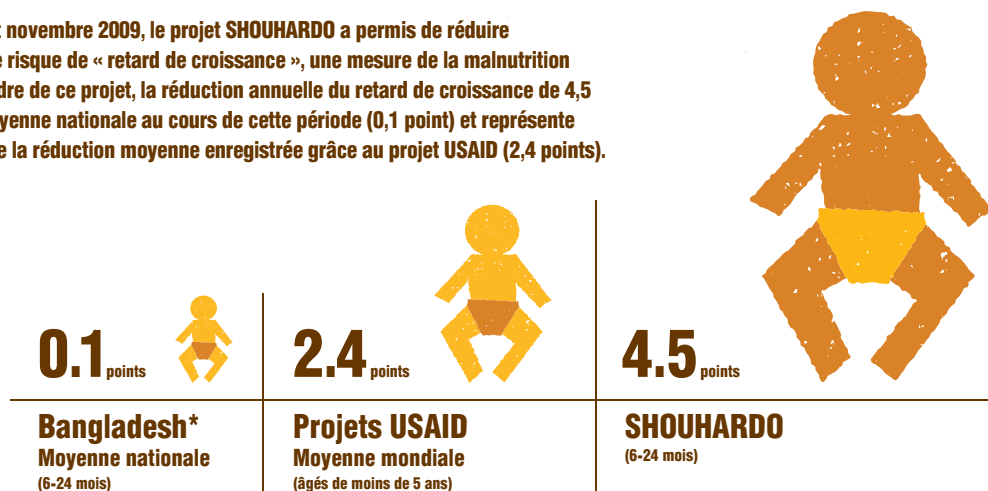
Le projet global SHOUHARDO y était certainement pour quelque chose. Il s'agit d'un programme de l'USAID de 126 millions de dollars mis en place par l'organisation de lutte contre la pauvreté CARE en partenariat avec le gouvernement du Bangladesh. Le large éventail d'actions menées dans le cadre de SHOUHARDO (acronyme de Strengthening Household Ability to Respond to Development Opportunities ou Renforcer la capacité des ménages à répondre aux opportunités de développement et qui signifie « amitié » en bengali) abordait des sujets comme la santé et la nutrition maternelle et infantile, l'hygiène, la production alimentaire familiale, la création de revenus, les Associations villageoises d'épargne et de crédit, le renforcement des institutions et l'adaptation aux changements climatiques.

Cependant, parce que des données détaillées avaient été collectées dans le cadre du SHOUHARDO, les évaluateurs du programme ont pu déterminer qu'un autre facteur avait en réalité été décisif dans cette diminution. Qu'est-ce qui a fait toute la différence? L'autonomisation des femmes.

Les stratégies destinées au renforcement de l'autonomie des femmes vont de la promotion de l'entrepreneuriat féminin aux groupes d'entraide dans lesquels les femmes et les jeunes filles peuvent aborder des sujets tabous tels que le mariage précoce, la dot ou la violence faite aux femmes. Les données ont montré qu'au départ, les femmes et les jeunes filles étaient réticentes à sortir de chez elles à cause des persécutions qu'elles subissaient dans la rue. Par la suite, elles ont commencé à se rendre sur les marchés pour acheter et vendre des produits. Elles confrontaient même les hommes qui harcelaient les femmes et les jeunes filles dans la rue. Les chercheurs ont également découvert qu'elles occupaient une place plus importante au sein des tribunaux de village traditionnels et prenaient des décisions, ce qui n'était pas le cas auparavant.

## RÉDUCTION ANNUELLE DU RISQUE DE RETARD DE CROISSANCE INFANTILE.

Entre février 2006 et novembre 2009, le projet SHOUHARDO a permis de réduire considérablement le risque de « retard de croissance », une mesure de la malnutrition infantile. Dans le cadre de ce projet, la réduction annuelle du retard de croissance de 4,5 points éclipse la moyenne nationale au cours de cette période (0,1 point) et représente presque le double de la réduction moyenne enregistrée grâce au projet USAID (2,4 points).



\*2001-2010



« Avant la mise en place du projet, les femmes ne quittaient pas la maison », explique Faheem Khan qui a dirigé SHOUHARDO au nom de CARE. « Aujourd'hui, je suis impressionné par le nombre de femmes et de jeunes filles qui se parlent et qui m'adressent la parole en dehors de leur foyer. Ces villages ont été métamorphosés. C'est stupéfiant de voir la place qu'elles occupent aujourd'hui. »

Le revenu moyen a plus que doublé depuis que beaucoup de femmes ont commencé à mettre en commun leur argent, à créer des Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) et à transformer leurs fonds collectifs en prêts pour permettre aux membres du groupe de créer leur propre entreprise. D'après les études menées par les chercheurs, l'augmentation de la contribution financière des femmes a permis à ces dernières de participer aux décisions concernant les achats du foyer. Au début du projet, moins d'un quart des femmes avait leur mot à dire à propos de l'achat ou de la vente de biens familiaux tels que les terres, le bétail ou les récoltes. À la fin du projet, près de la moitié d'entre elles avait voix au chapitre. La part des femmes qui participent aux décisions en matière d'utilisation des crédits ou d'économies a également augmenté de 46 %.<sup>2</sup> Leurs priorités, qui comprennent souvent l'obtention d'aliments nutritifs et de fournitures scolaires pour leurs enfants, sont désormais prises en compte.

**En y regardant de plus près, les répercussions de ces changements ressemblent plutôt à un raz-de-marée. Les données montrent que le renforcement de l'autonomie des femmes dans le cadre du programme SHOUHARDO a été le seul élément du programme à avoir réellement contribué à la réduction du retard de croissance, en comparaison aux autres actions du projet, y compris celles visant à distribuer directement de la nourriture aux mères.**

« Nous avons observé un schéma clair », explique Lisa Smith de TANGO International et auteure d'un article sur le projet publié en octobre 2011 par l'Institut des Études de Développement.<sup>3</sup> « Les femmes bénéficiant des actions d'autonomisation ont pu recevoir de meilleurs soins prénataux, une alimentation plus nutritive et ont pu se reposer davantage durant la grossesse. Ces femmes et leurs enfants ont également bénéficié d'un régime alimentaire plus équilibré. »

L'idée selon laquelle le renforcement de l'autonomie des femmes peut métamorphoser la vie des familles et des communautés n'est pas nouvelle. Chaque jour, ceux qui travaillent en première ligne de la lutte contre la pauvreté constatent ce qu'il se passe lorsqu'on supprime les barrières économiques, politiques et sociales auxquelles les femmes et les jeunes filles font face.

SHOUHARDO n'a fait que mesurer de façon scientifique un concept bien souvent décrit avec des termes abstraits ou anecdotiques. Nous en avons pour preuve les milliers d'enfants qui ont grandi davantage et sont en meilleure santé. Cela a permis d'obtenir un point de référence pour mesurer l'autonomisation des femmes.

## « Le mot des ONG. »

### Mais que signifie réellement l'autonomisation?

De manière générale, l'autonomisation des femmes désigne les actions menées pour aider les femmes et les jeunes filles à évoluer dans leur environnement ainsi qu'à l'influencer. Ainsi, l'autonomisation est à la fois un moyen et une finalité. Nous voulons rendre les femmes autonomes parce qu'il s'agit de leur droit fondamental en tant qu'être humain. Qu'elles-mêmes, leurs familles et leurs communautés bénéficient des avantages secondaires n'est qu'un plus.

Mais que signifie exactement « autonomisation »? Et comment savoir quand cela se produit? Avant de pouvoir mesurer les divers types d'autonomisation, nous devons les définir avec des termes précis. Cette tâche s'avère difficile, car ce concept complexe varie selon les cultures et les communautés. Certaines cultures n'ont pas de mot équivalent. En réalité, dans certaines régions du Bangladesh, les habitants désignent ce concept par « le mot des ONG ». D'autres cultures possèdent un mot, mais son sens est presque opposé au sens occidental. Par exemple, lorsque l'on demande à certaines Éthiopiennes ce que signifie l'autonomisation des femmes, elles décrivent généralement l'obéissance à leur mari.

D'autres facettes de l'autonomisation sont plus reconnaissables. Anita Rani, une mère de deux enfants qui peinait à les nourrir avant de bénéficier du programme SHOUHARDO, n'est désormais plus confinée dans sa maison du nord du Bangladesh. Elle a un travail dans une usine de fabrication de tapis, plus de temps libre et son mari lui voue un plus grand respect. La famille a récemment acheté sa première télévision. « Et c'est moi qui tiens la télécommande », dit-elle.



*Avant d'acquérir les techniques de fabrication de tapis dans le cadre de SHOUHARDO, Anita Rani n'était jamais sortie de chez elle sans son mari. Aujourd'hui, elle est libre de se rendre seule chez ses amis, d'aller à la pharmacie ou au marché. « Auparavant, mon mari prenait soin de moi », dit-elle, « mais aujourd'hui il prend encore mieux soin de moi et me respecte davantage. »*

**CARE définit l'autonomisation comme l'ensemble des changements nécessaires pour qu'une femme jouisse de tous ses droits fondamentaux : les effets conjugués des changements concernant à la fois ses propres aspirations et capacités, l'environnement qui influence ou dicte ses choix, ainsi que ses interactions quotidiennes.**

### **CARE vise à influencer trois aspects fondamentaux de l'autonomisation :**

**Individuel** Les compétences, le savoir, l'assurance et les aspirations des femmes.

**Structurel** La structure sociétale dans laquelle vivent les femmes et qui comprend les lois, la culture, les traditions, la foi ainsi que les hiérarchies basées sur la classe sociale, la caste, l'ethnicité et le sexe.

**Relationnel** Les relations dans la vie d'une femme comprennent aussi bien celles qu'elle a avec son époux, ses enfants, ses frères et sœurs, ses parents et ses voisins, qu'avec les institutions et les autorités comme le gouvernement ou les institutions religieuses.



## Pourquoi mesurer l'autonomisation des femmes?

En matière d'emploi, les femmes et les jeunes filles ont souvent moins de choix que les hommes. Ceci réduit leur chance de gagner un salaire et de participer pleinement à la vie de leur communauté. Leur travail, y compris les tâches ménagères et la garde des enfants, n'est souvent pas rémunéré et leur charge de travail a tendance à être beaucoup plus importante que celle de leurs homologues masculins.<sup>4</sup> Les femmes touchent systématiquement un salaire plus bas et ont, dans les communautés pauvres et reculées, un accès restreint à une éducation formelle.<sup>5</sup> Une jeune fille sans instruction fait face à un avenir difficile. Elle sera plus susceptible de connaître un mariage précoce, de décéder ou de perdre son bébé pendant l'accouchement ou encore de souffrir de discrimination, d'abus ou d'être exploitée.<sup>6</sup>

Il est important d'évaluer ces dures réalités. Mais les mesures ne sont pas finies, car nous nous attelons à inverser la tendance. Comment déterminer quels investissements protègent au mieux une jeune fille de la détresse tout en profitant à toute sa communauté? Ou bien, quelles actions aident une femme éduquée à gagner un salaire plus élevé, à prendre des décisions éclairées en matière de planification familiale, à être en meilleure santé et à transmettre son savoir et ses valeurs à ses enfants? Affirmer que les femmes et les jeunes filles sont le meilleur investissement au monde a un plus grand impact si l'on présente les résultats d'une analyse pour étayer ces propos. Imaginez combien d'autres personnes se rallieront à cette idée en y consacrant un peu de leur temps, de leur soutien et de leur cœur si nous apportons les réponses à ces questions.

Quoi qu'il en soit, établir ces connaissances demande une base solide comprenant des données statistiques et des résultats d'étude ventilés par sexe. Malheureusement, ces données ventilées par sexe sont souvent difficiles à obtenir. Cela complique la réponse à des questions élémentaires en matière d'éducation (quelles sont les causes de disparités entre les sexes en ce qui concerne le taux de réussite à l'école primaire et secondaire?), d'entrepreneuriat (quels facteurs améliorent la productivité des entreprises dirigées par des hommes par rapport à celles gérées par des femmes?) et d'accès à la terre (quelles politiques peuvent contribuer à l'augmentation du nombre de femmes propriétaires de terres agricoles fertiles?).

En novembre 2011, lors du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui s'est tenu à Busan, en Corée du Sud, la Secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a lancé un appel pour combler cet écart.<sup>7</sup> « Selon un vieux dicton, ce qui est mesuré est remarqué », a déclaré Mme Clinton. « Cela signifie que nous devons recueillir des données et faire de l'intégration des femmes dans nos économies notre priorité. De plus, à l'aide de cette information, nous devons mettre en place des politiques de développement sexospécifiques efficaces ».

Lors du forum, Hillary Clinton a annoncé le lancement de l'initiative EDGE, Evidence for Data on Gender Equality (Preuves et Données sur l'Égalité entre les Sexes), dirigée par les Nations Unies et visant à harmoniser les données ventilées par sexe dans les différents pays et les diverses études. Jusqu'à présent, les États-Unis et la Corée du Sud ont manifesté leur soutien à l'initiative EDGE. Toutefois, de nombreux autres gouvernements donateurs doivent en faire autant afin que ce profond manque de preuves et de données puisse être comblé.

**« Selon un vieux dicton,  
ce qui est mesuré est remarqué. »**

**Hillary Clinton**





« Combien de femmes qui demandent un prêt pour une petite entreprise l'obtiennent? Quelle est la valeur de ces prêts comparés à ceux accordés aux hommes? », s'est interrogée Mme Clinton. « En apportant des réponses à de telles questions, nous pouvons réformer les politiques de crédit et les lois régissant les biens, les propriétés et les successions qui désavantagent les femmes. En mesurant les mêmes indicateurs régulièrement sur une période donnée, cela permet d'évaluer si des progrès ont été faits. »

**Les acteurs qui mesurent les facteurs complexes aidant à atteindre une plus grande égalité des sexes soulèvent également d'importantes questions à propos des jeunes filles. Nous savons que les jeunes filles scolarisées gagnent par la suite un meilleur salaire, sont en meilleure santé et fondent une famille plus tard qui elle-même est en meilleure santé que leurs camarades qui ont arrêté l'école. Mais comment peut-on faire en sorte qu'elles restent sur les bancs de l'école?**

Construire des écoles à proximité des foyers, les doter de suffisamment d'enseignants et de livres encouragent les familles à y inscrire leurs filles. Cependant, les chercheurs ont démontré qu'il est également crucial d'assurer un environnement d'apprentissage adapté aux filles. En d'autres termes : empêcher le harcèlement et la violence, installer des toilettes privées avec une bonne hygiène, promouvoir le respect mutuel entre les élèves et encourager les conseillers et les enseignants à stimuler les garçons et les filles de la même façon. Le soutien communautaire et l'aide à domicile encouragent également les filles à rester scolarisées. Les recherches menées par CARE sur l'influence de l'autorité sur les jeunes adolescentes dans huit pays différents soulignent l'importance des parents, des conseillères, des mentors et des camarades qui encouragent les jeunes filles à poursuivre leur scolarité et à réussir.<sup>8</sup>

D'autres actions ont rapidement porté fruit. En 2011, une étude a été menée au Ghana pour étudier le parcours de 2 064 enfants en âge d'aller à l'école secondaire. Elle a révélé que la scolarisation des jeunes filles passait de 12 à 75 % lorsque ces dernières recevaient une bourse.<sup>9</sup> Les ressources financières ne sont évidemment pas toujours suffisantes pour payer les frais de scolarité. Ainsi, à Madagascar, les chercheurs ont consigné dans un rapport les effets d'une campagne d'information des familles sur les avantages économiques et sociaux d'une bonne éducation de leurs enfants. Ils ont notamment abordé la différence de salaire entre ceux qui avaient terminé l'école primaire et ceux qui avaient arrêté avant. Cette campagne d'information a été rentable, faisant augmenter le taux de scolarisation de 3,5 points.<sup>10</sup> Parce que les chercheurs avaient pu recueillir les données selon le sexe, cette action s'est avérée profitable aussi bien aux filles qu'aux garçons.

# SHOUHARDO : « ENSEMBLE, NOUS POUVONS CHANGER DE VIE. »

Les limites de l'indépendance de Rina Begum étaient clairement définies. Elle pouvait se déplacer librement - entre les quatre murs de chaume de sa maison. Comme des millions d'autres femmes pauvres au Bangladesh, Rina n'avait pas le droit d'arpenter les rues de son village sans la présence d'un homme. Peu d'habitants de Shahjahan, au nord-ouest du Bangladesh, ont eu la chance de découvrir son sourire chaleureux, l'éclat de son visage angélique ou bien de croiser l'intensité de son regard.

Même chez elle, Rina avait rarement le contrôle. On lui interdisait de se promener ou même d'aller au marché pour acheter des vivres. Nombre de femmes au Bangladesh souffrent d'isolement dès leur plus jeune âge, à cause de l'interprétation du purdah, cette tradition qui interdit à une femme de vivre sa vie comme elle l'entend. Les parents limitent les mouvements de leurs jeunes filles de peur qu'elles subissent des harcèlements sexuels dans les lieux publics. Ils les enferment à la maison et les marient le plus tôt possible, bien souvent avant leurs 18 ans. Sans jouir d'une liberté de mouvement, ces jeunes filles deviennent des Bangladaises moins susceptibles de percevoir un salaire et d'avoir accès aux services de santé ou à l'éducation. Beaucoup divorceront ou deviendront veuves et rejoindront ainsi les groupes les plus pauvres et les plus exclus du pays.

Mais il y a 5 ans, Rina et d'autres femmes de Shahjahan ont découvert qu'elles possédaient toute une force leur permettant de briser le cercle de l'isolement : l'entraide. Grâce à SHOUHARDO, Rina s'est jointe à un groupe, EKATA (Empowerment, Knowledge and Transformative Action ou Autonomisation, Connaissance et Action transformatrice qui signifie « unité »). Ces groupes de 20 femmes et 10 adolescentes se réunissent régulièrement pour analyser leur situation et trouver des solutions à leurs problèmes. Les jeunes filles apprennent des expériences des femmes et les femmes s'engagent à protéger les jeunes filles contre la violence et les abus. Leur slogan : Je ne suis pas seule. Ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses. Ensemble, nous pouvons changer de vie.

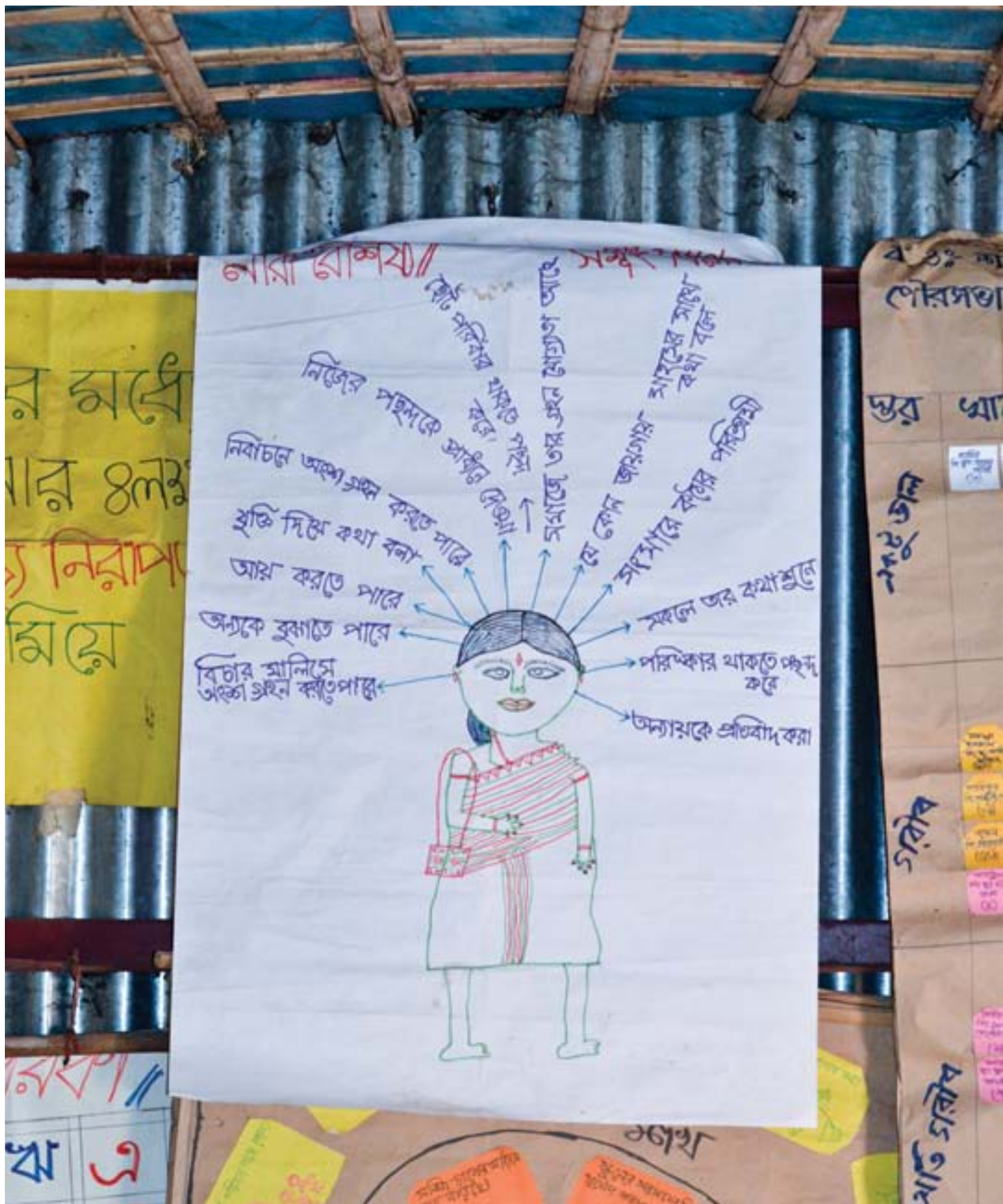
Les femmes ont dessiné des graphiques et des cartes pour représenter leur place et les rapports de force au sein de leur famille et de leur village. Elles discutent des barrières qui les empêchent d'avancer telles que le manque de pouvoir de décision, la violence faite aux femmes, le mariage précoce ou le manque d'éducation. Elles bénéficient également de formation en alphabétisation et en calcul, et apprennent les bases du droit bangladais. Nombre d'entre elles ont été surprises d'apprendre que le mariage des jeunes filles était interdit avant l'âge de 18 ans.



*Rina Begum, en janvier 2012.*



Une affiche accrochée au mur de la pièce où le groupe EKATA de Rina Begum se réunit décrit les éléments clés de l'autonomisation des femmes. Voici quelques exemples de phrases traduites approximativement du bengali : « être capable de prendre la parole dans n'importe quelle situation avec courage », « travailler dur », « participer aux élections générales » et « être acceptée en société et dans la communauté ».





Toutefois, ces groupes de femmes et de filles n'ont pas fait qu'apprendre. Ils ont aussi agi. Dans certains villages, les membres des groupes EKATA ont mis en place des réseaux d'aide visant à affronter les jeunes hommes qui harcelaient sexuellement les femmes et les jeunes filles dans la rue.<sup>11</sup> Résultat : les sifflets dans la rue ont cessé et les adolescentes peuvent désormais se déplacer librement. Les groupes féminins ont également intenté une action en justice contre les hommes qui battaient leur femme, envoyant ainsi un signal fort à la communauté en matière de lutte contre les violences. Ces groupes ont même réussi à réduire le nombre d'épouses enfants dans leur village. Rina fait part avec fierté de l'un des plus grands succès de son groupe : Elles ont réussi à empêcher quatre mariages précoces en les rapportant à la police.

**Mais les changements les plus importants sont peut-être ceux qui ont pris racine à l'intérieur même des femmes comme Rina. Petit à petit, elle est devenue une femme d'influence. « Cette pièce n'était pas la seule destination de ma vie », a-t-elle dit en désignant les murs de tôle recouverts de diagrammes sur l'autonomisation, de graphiques inspirants et de toutes sortes de modèles pour une vie meilleure. « Je devais découvrir ce qui se cachait au-delà. »**

Aujourd'hui, Rina dirige son groupe EKATA. Elle siège sur trois comités de gestion d'école et est membre du comité exécutif de la Convention de l'organisation du peuple, un rendez-vous annuel qui rassemble plus de 400 organisations communautaires. Elle a voyagé dans tout le Bangladesh pour représenter les femmes et les hommes qui luttent contre la pauvreté.

Mais Rina est bien plus qu'une histoire. D'une certaine façon, elle est aussi une statistique. Les chiffres nous montrent que son expérience d'une plus grande autonomisation, d'un salaire plus élevé et d'une famille qui mange trois repas équilibrés par jour, n'est pas un cas isolé, mais bien l'histoire de milliers de femmes.

**SHOUHARDO (acronyme de Strengthening Household Ability to Respond to Development Opportunities ou Renforcer la capacité des ménages à répondre aux opportunités de développement) profite à plus de 2 millions de personnes dans trois des régions les plus pauvres du Bangladesh : les Haut et Moyen-Char, le Hoar et la Côte.**

**LES HAUT ET MOYEN-CHAR**  
Les Chars sont des bandes de terres situées le long des rives et des bancs de sable, et formées de sédiments transportés par les courants. Elles sont naturellement instables et sujettes à l'érosion, car elles se situent dans les plaines inondables.

**LE HOAR**  
Ces terres basses accueillent des communautés qui vivent sur des monticules de terre surélevés. Ces zones sont inondées la moitié de l'année et les conditions climatiques extrêmes sont une épreuve pour les hommes et les femmes vivant là. Durant la saison sèche, les habitants peuvent exploiter les terres. Cependant, pendant la mousson, ils se retirent sur de petits monticules de terre entourés par un océan intérieur provisoire.

**LA CÔTE**  
Cette région connaît des orages fréquents, des cyclones et des raz-de-marée. Les sols peu fertiles limitent l'agriculture. Les terres plus fertiles sont la propriété des habitants aisés. Les plus défavorisés ne peuvent accéder aux terres arables que grâce au métayage qui leur permet de cultiver un lopin de terre contre une partie de la récolte.

## Documenter l'autonomisation des femmes

Rina faisait partie des 2 millions de femmes, d'hommes, de garçons et de filles qui ont participé au programme SHOUHARDO, un projet qui a recensé, entre octobre 2004 et mai 2010, les familles les plus pauvres de trois régions du Bangladesh : les Haut et Moyen-Char, le Hoar et la Côte (voir carte page 10). Nombre de ces familles ne possèdent pas de titre foncier. Elles vivent sur les terres émergées qui se forment le long des rives, sur les îles temporaires appelées « chars » facilement inondables, ou encore sur les îles artificielles des régions tectoniquement instables qui sont inondées plusieurs mois par an et sont très difficiles d'accès durant la saison sèche à cause du manque de routes et de systèmes de communication. La bande côtière présente de nombreux défis et les communautés qui y vivent font face au danger permanent des cyclones très dévastateurs. Beaucoup de familles vivant de la pêche ou de l'agriculture ont vu leur moyen de subsistance emporté par un raz-de-marée, un cyclone ou une mauvaise saison des pluies.

SHOUHARDO a utilisé ce que l'on appelle l'approche « des moyens de subsistance, basée sur le droit » pour réduire la malnutrition. Cela signifie qu'au lieu de distribuer uniquement de la nourriture et du bétail ou d'expliquer comment améliorer les récoltes, SHOUHARDO est allé plus loin pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes de pauvreté dans 2 342 villages et bidonvilles. Les actions menées étaient parfaitement adaptées aux moyens dont disposent les foyers bangladais pour survivre avec un salaire limité (approche des moyens de subsistance). Elles ont également pris en compte le fait que les familles, sans égard à leur niveau de pauvreté ou de discrimination, ont besoin que leurs droits soient respectés pour sortir de la pauvreté (approche basée sur le droit). En d'autres termes, SHOUHARDO consiste à donner aux femmes et aux hommes touchés par la pauvreté les moyens d'amorcer un changement de vie. Pour cela, il faut combattre les causes structurelles de la pauvreté, telles que les mauvaises conditions sanitaires, les catastrophes naturelles récurrentes et surtout les inégalités entre les sexes, bien ancrées dans la société.

« Les femmes dont le statut est inférieur ont souvent moins de contrôle sur les ressources familiales. Elles ont plus de contraintes de temps, un accès restreint à l'information et aux services de santé, une moins bonne santé mentale et une faible estime de soi », a déclaré Mme Smith de TANGO International dans un article sur la nutrition féminine et infantile publié en 2000. « Ces facteurs semblent être étroitement liés d'une part à l'état nutritionnel des femmes et à la qualité des soins qu'elles reçoivent, et d'autre part au poids de leurs enfants à la naissance et à la qualité des soins qu'ils reçoivent. ».<sup>12</sup>



**La promesse de SHOUHARDO était double : En leur donnant les bons outils, les femmes pourront améliorer leur statut dans la société. Par conséquent, leurs enfants seront plus grands et en meilleure santé.**

Les groupes EKATA qui ont aidé à transformer la vie de Rina ne représentaient qu'une des trois principales actions de renforcement de l'autonomie des femmes mises en place dans le cadre de SHOUHARDO. Une deuxième action a permis de construire des centres spécialisés pour enfants offrant une préparation à l'école qui est habituellement refusée aux jeunes filles. Lorsque ces enfants entrent à l'école, les chiffres montrent qu'ils obtiennent de meilleures notes que ceux n'ayant pas fréquenté les centres. Une troisième action a consisté à encourager la participation des femmes dans les associations parents-professeurs, permettant ainsi d'accroître le rôle des mères dans l'éducation formelle de leur fille.

Ces actions combinées ont eu pour but de renforcer le pouvoir de décision des femmes, de réduire les violences sexistes, de sensibiliser la population au droit à l'éducation des femmes et des filles, de développer les capacités de défense, de leadership et d'alphabétisation des femmes et d'éveiller une conscience collective à propos de questions sociales importantes telles que la dot, le mariage précoce, le divorce ou encore les violences faites aux femmes.

Les données recueillies grâce à des études menées au début et à la fin du projet ont révélé des résultats surprenants. En effet, le pouvoir de décision des femmes au sein de leur foyer avait augmenté de 23 %. Les femmes de SHOUHARDO ont acquis plus de poids décisionnel à propos de l'utilisation des crédits et des économies, de l'achat ou de la vente de biens familiaux importants et de l'achat de vêtements et d'effets personnels pour elles-mêmes et leurs enfants (voir schéma page 10). Il a aussi été constaté que les femmes participaient davantage aux décisions en matière de dépenses pour la planification familiale. La participation des femmes dans les tribunaux de village a également augmenté.<sup>13</sup>





*Aujourd'hui, Rina Begum (à droite) et tous les membres de son groupe EKATA gagnent un salaire fixe, principalement en élevant le bétail, en vendant de la nourriture ou en tenant une petite boutique de confection sur mesure. Une de leurs plus grandes réalisations : avoir empêché quatre mariages précoces.*



Les données recueillies ont montré que les groupes EKATA, en particulier, semblent avoir joué un rôle très important. Parmi les 2 342 villages et bidonvilles participant au programme SHOUHARDO, seuls 408 comptaient des groupes EKATA. Cela a permis aux chercheurs de mesurer leur efficacité, indépendamment des autres actions. En réalité, les chercheurs ont découvert un lien direct entre la participation à un groupe EKATA et des signes d'autonomisation des femmes tels que leur pouvoir de décision, la liberté de mouvement, la liberté par rapport aux croyances patriarcales et la probabilité pour les femmes de générer un salaire.<sup>14</sup>

Les chiffres représentant le pouvoir de décision des femmes sont ceux qui ont le plus augmenté (41 %) dans la région du Haut-Char, celle de Rina, là où la participation aux réunions EKATA a été la plus forte.

SHOUHARDO a aidé les membres des groupes EKATA et les hommes à construire de nouveaux marchés dans les villages, avec un puits, des latrines et surtout des espaces dédiés aux femmes qui veulent vendre ou acheter des produits. La construction de nouveaux marchés coûte cher, mais elle est cruciale pour promouvoir la participation des femmes à l'économie. Dans les régions reculées du Bangladesh, les marchés sont parfois à un jour de route. Et dans un pays où peu de foyers possèdent un réfrigérateur, les aliments perdent très rapidement leur valeur nutritionnelle. Nombre d'hommes préféreraient voir leur femme travailler aux côtés d'autres femmes sur les marchés. En outre, plus un marché compte de vendeuses, plus les femmes seront autorisées par leur mari à s'y rendre pour acheter leurs produits. Bien que beaucoup de femmes aient besoin de l'approbation de leur mari, ce qui montre que les inégalités entre les sexes persistent, le fait qu'elles puissent vendre des produits dans des lieux publics est une avancée considérable.

**De ce fait, un grand nombre de femmes prennent confiance en elle. Leurs opinions et leur savoir-faire ont permis de remodeler leur maison, les rues et les institutions communautaires telles que les écoles et les conseils de village. En soi, il s'agit là d'avancées extraordinaires. Toutefois, l'un des principaux objectifs de SHOUHARDO était de s'assurer que plus de 400 000 foyers bangladais possédaient des ressources alimentaires suffisantes et durables pour permettre à leurs enfants de grandir en bonne santé. Cela a pu être mesuré avec précision, centimètre par centimètre.**

## Atteindre de nouveaux sommets.

Les experts en développement ont eu beaucoup de mal à réduire le retard de croissance infantile dans les régions enlisées dans la pauvreté. Au Bangladesh, comme dans beaucoup d'autres régions, la malnutrition reste un mal chronique touchant au moins deux générations. Les familles sont prises dans le cercle vicieux de la faim. Des mères mal nourries ont tendance à donner naissance à des enfants mal nourris.

La malnutrition durant la grossesse ainsi que pendant les deux premières années de vie de l'enfant a un impact à long terme non seulement sur ses capacités physiques, mais aussi sur sa santé et son développement. Les enfants privés d'une bonne alimentation pendant les 1 000 premiers jours de vie présentent souvent des retards de croissance, un développement cognitif lent et un système immunitaire affaibli. C'est pourquoi cette période est cruciale dans le développement mental et physique de l'enfant (voir page 13).

**Ainsi, les dirigeants de SHOUHARDO ont été stupéfaits et encouragés par les changements de taille des jeunes enfants participant au programme. En effet, en février 2006, 56,1 % des enfants présentaient un retard de croissance. En novembre 2009, ils n'étaient plus que 40,4 %. Le retard de croissance a chuté de 15,7 points, soit 28 %, en moins de 4 ans.<sup>15</sup>**

La réduction annuelle du taux de retard de croissance de 4,5 % a été remarquée, car au Bangladesh, ce pays de 150 millions d'habitants, le taux national est resté quasiment le même tout au long de cette période, ne baissant que de 0,1 point par an durant la première décennie du nouveau millénaire. Cette réduction a également suscité la surprise des professionnels du développement, car le programme de sécurité alimentaire USAID n'a entraîné qu'une baisse annuelle du retard de croissance de 2,4 points.

Cette progression est d'autant plus impressionnante lorsque l'on prend en compte le contexte de l'époque. Les prix des céréales et du pétrole sont montés en flèche au moment où des pluies diluviennes et le cyclone Sidr ont frappé les côtes du Bangladesh en 2007, détruisant les récoltes de riz. De ce fait, le prix du riz et de l'huile de cuisson a doublé au Bangladesh. Des études nationales ont montré que le revenu et le pouvoir d'achat des ménages ont chuté. Pourtant, malgré ce contexte difficile, la nutrition dans les régions bénéficiant du programme SHOUHARDO s'est améliorée à un rythme sans précédent. La proportion de foyers mangeant trois repas équilibrés par jour a explosé, passant de 32 à 74 % sur la durée de vie du projet.<sup>16</sup>

Faheem Khan, directeur de SHOUHARDO, a précisé que ces résultats ne devaient pas être sous-estimés. « Si nous pouvons considérablement réduire le retard de croissance, nous pouvons aussi améliorer la vie de toute une population, et ce, sur le long terme », a-t-il déclaré. « Les enfants grandiront en meilleure santé et développeront une plus grande intelligence, devenant ainsi des membres plus actifs dans la société. Leurs foyers auront davantage tendance à sortir de la pauvreté et les effets positifs se feront sentir aussi bien à l'intérieur de leur communauté qu'au-delà. »

## Si nous pouvons considérablement réduire le retard de croissance, nous pouvons aussi améliorer la vie de toute une population, et ce, sur le long terme...

**Faheem Khan, directeur de SHOUHARDO.**

*Peachu Banu est fière des terres agricoles dont elle est propriétaire avec son mari. La propriété partagée entre femme et mari, rendue possible grâce à SHOUHARDO, a permis de renforcer le pouvoir de décision des femmes. Banu, par exemple, a convaincu son mari de continuer à envoyer leur enfant de 16 ans à l'école.*



## DE GRANDES AVANCÉES DANS LE POUVOIR DE DÉCISION DES FEMMES.

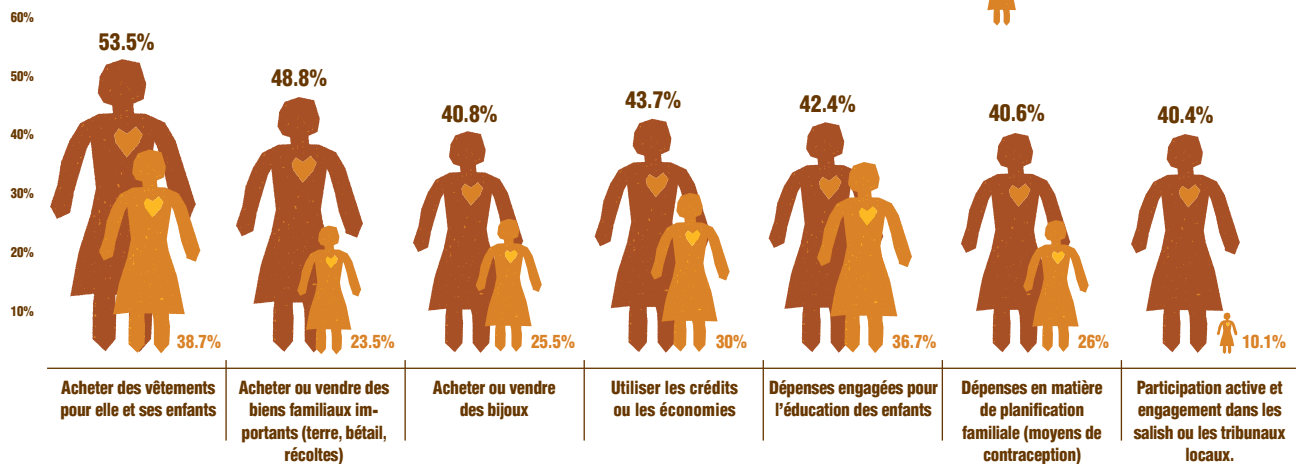
Le nombre de femmes affirmant participer à la prise de toutes sortes de décisions a fortement augmenté dans sept domaines au fil de la durée de vie du projet SHOUHARDO.



**Après les actions de SHOUHARDO.**



**Avant les actions de SHOUHARDO.**





## Les femmes s'élèvent. Leurs enfants grandissent. Et ces deux faits sont liés.

Les chercheurs de SHOUHARDO ont recueilli des données auprès de milliers de foyers sélectionnés de manière aléatoire pour 10 enquêtes différentes. Deux d'entre elles ont été menées avant que les activités du programme commencent (point de comparaison), six autres ont été réparties sur toute la durée de vie du projet et enfin les deux dernières ont été réalisées à la fin (données finales). Ces sondages ont permis de recueillir de l'information sur la participation à des activités de SHOUHARDO, la sécurité alimentaire, la sécurité économique, la production agricole, l'autonomisation des femmes et enfin, la santé et la nutrition des jeunes enfants dans les foyers interrogés. Les données secondaires provenaient d'études nationales sur les ménages, de publications sur la nutrition et de données qualitatives fournies par les administrateurs de projets.

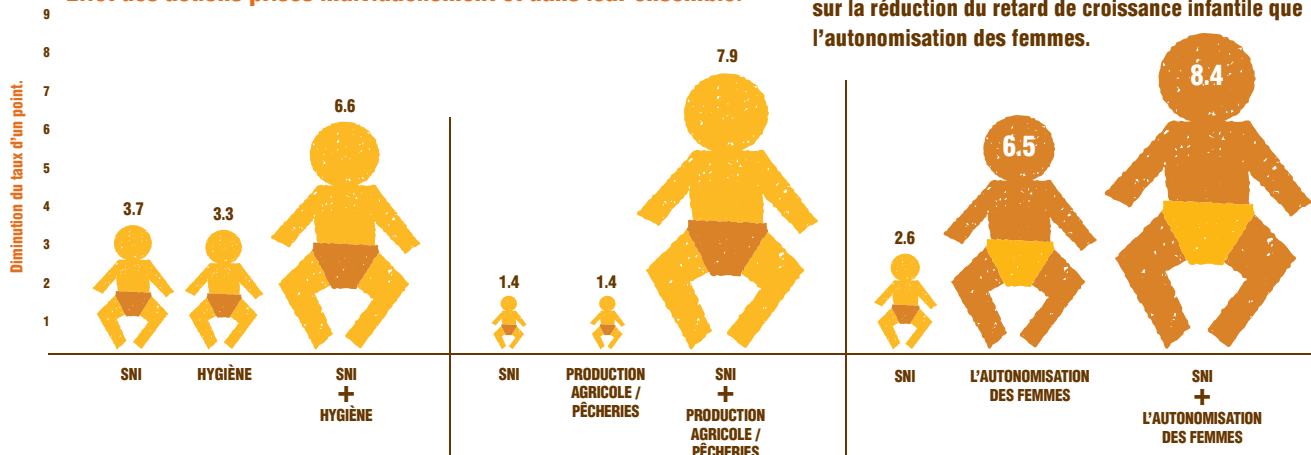
Les résultats ont dépeint l'image d'un programme qui combinait les actions directes de nutrition telles que l'alimentation directe des enfants, et les actions indirectes, principalement l'autonomisation des femmes, pour avoir plus d'impact.

Aucun résultat n'a été aussi frappant que celui de la réduction du retard de croissance. Afin de déterminer le poids de chaque action dans cette amélioration, les chercheurs ont utilisé une méthode statistique appelée « appariement des coefficients de propension » qui fait appel à des techniques statistiques pour créer des groupes similaires agissant comme groupes de contrôle.

Par exemple, pour chaque femme ayant participé aux actions d'autonomisation, les chercheurs trouvent une participante de SHOUHARDO n'ayant pas bénéficié des actions, mais qui en partage plusieurs caractéristiques (âge, niveau d'éducation, profession, taille du foyer, sexe du chef de famille, etc.). Puis, ils comparent le retard de croissance des enfants des femmes ayant bénéficié du programme d'autonomisation avec celui des enfants des femmes ayant une situation similaire à ces dernières, mais n'ayant pas bénéficié du programme.

### QU'EST-CE QUI A CAUSÉ LA DIMINUTION DU RETARD DE CROISSANCE?

**Effet des actions prises individuellement et dans leur ensemble.**



Les chercheurs de SHOUHARDO ont découvert qu'associer des actions aux efforts d'amélioration de la santé et de la nutrition infantile (SNI) a des effets significatifs. Aucune action n'a autant d'effet sur la réduction du retard de croissance infantile que l'autonomisation des femmes.



Les données ont montré que les actions visant le renforcement de l'autonomie des femmes ont davantage contribué à réduire le retard de croissance que les autres interventions menées telles que celles axées sur l'amélioration de l'assainissement et l'hygiène, ou encore celles destinées à accroître la production agricole familiale.<sup>17</sup> La synergie entre les diverses actions a également été d'une grande importance. En effet, les femmes ayant participé à une combinaison d'activités d'autonomisation et d'actions directes en matière de nutrition maternelle et infantile ont pu constater une plus forte baisse du retard de croissance de leurs enfants que celles n'ayant pris part qu'à une seule action.

Nombre de femmes disent avoir eu du mal à donner à leur famille deux ou trois repas par jour avant que le programme SHOUHARDO ne commence. Souvent, lorsque leur mari était privé de revenus en raison des sécheresses, des inondations ou d'autres bouleversements extérieurs, elles regardaient leurs enfants aller se coucher le ventre vide. Aujourd'hui, ces femmes affirment pouvoir acheter du poisson ou de la viande au moins une fois par mois, de nouveaux vêtements et payer l'éducation de leurs enfants. Elles sont nombreuses à avoir créé leur petite entreprise, comme une épicerie, une pépinière ou un magasin de confection sur mesure. Grâce à 2 320 groupes d'épargne, elles ont pu recueillir de petites sommes d'argent et contracter un prêt auprès de ces groupes pour lancer leur entreprise.<sup>18</sup>

Mais ces femmes y ont trouvé bien plus qu'un avantage financier. Elles ont gagné le respect de leur mari, de leurs voisins et de leur village. Les données ont montré que pour la première fois, plusieurs femmes ont pu prendre des décisions concernant le budget familial. Elles ont pu décider avec leur mari où investir l'argent de la famille.

« Le fait qu'une femme ait son mot à dire est un bon indicateur du bien-être du foyer », a déclaré Khan.

Au cours du projet, l'équipe SHOUHARDO a dispensé des formations et animé des sessions de sensibilisation sur des sujets tels que la santé maternelle et infantile, le contrôle et la promotion de la croissance des enfants ainsi que la nutrition infantile. Les mères ont pris conscience qu'effectuer des visites prénatales durant la grossesse était un facteur déterminant du bon développement de l'enfant. La proportion des mères effectuant au moins trois visites prénatales est passée de 16 à 58 % pendant la durée du projet, bien plus que la moyenne nationale.<sup>19</sup> Les mères qui étaient en bonne santé et bien alimentées pendant la grossesse avaient plus de chance de donner naissance à des enfants en bonne santé. Les pères ont pu en constater eux-mêmes les avantages, puisque leurs enfants sont devenus plus grands et plus forts.

Chaque élément de preuve conduit à la même conclusion. Vous voulez des enfants en meilleure santé et un meilleur avenir pour le Bangladesh? Alors, aidez à rendre autonomes, à instruire et à impliquer les mères du pays.

# UNE AUTONOMISATION À PLUSIEURS FACETTES : PEUT-ON TOUTES LES MESURER?

L'autonomisation est aussi variée que les personnes à qui elle profite. Il est impossible de mettre en place un système qui permettrait d'en mesurer toutes les facettes. Cependant, cela ne devrait pas nous empêcher d'essayer de mesurer, grâce à de nouvelles méthodes innovantes, comment les femmes et les jeunes filles évoluent dans leur monde, comment les aider et à quelle vitesse nous nous rapprochons de l'égalité des chances et des choix entre les sexes.

Les données ventilées par sexe sont fondamentales pour effectuer ces mesures. Dans les sondages, ces données permettent par exemple aux évaluateurs de comparer les réponses des hommes avec celles des femmes. Toutefois, comme mentionné précédemment, les données ventilées qui comparent les femmes et les hommes sont encore peu utilisées dans le monde entier. Combien de femmes se voient refuser des prêts dans un pays donné? Combien possèdent un titre de propriété foncière? Les réponses sont difficiles, si ce n'est impossible à trouver.

Cependant, une bonne nouvelle émane des représentants de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de la Banque mondiale et des Nations Unies. Au cours des derniers mois, ils ont établi une liste d'indicateurs clés permettant de déterminer le statut des femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat. Grâce à l'initiative EGDE susmentionnée, ces organisations vont s'associer à des gouvernements du monde entier afin de recueillir des données.<sup>20</sup> L'idée est de commencer à mesurer, de façon systématique, les progrès faits en faveur des femmes ou bien l'absence de progrès.

Mais ceci n'est qu'une première étape. Les gouvernements, les groupes de lutte contre la pauvreté et les donateurs doivent aussi exiger que les données ventilées et les mesures de l'égalité des sexes soient contrôlées et évaluées régulièrement. Les chercheurs doivent saisir cette opportunité pour utiliser ces chiffres, créer des données indépendantes et mesurer les conséquences d'une réduction ou d'une suppression des inégalités entre les hommes et les femmes.

L'un des moyens les plus efficaces est de mener un essai contrôlé randomisé, ou ECR, qui consiste à désigner de manière aléatoire les personnes qui bénéficieront d'une action (le groupe de traitement) ou celles qui n'en bénéficieront pas (le groupe de contrôle). Puisque les deux groupes sont choisis totalement par hasard au sein d'une population plus large, ils devraient être statistiquement identiques au début du programme. À la fin d'un programme, si le groupe de traitement présente certaines différences, elles seront imputables à l'action menée, car cela devrait être la seule différence significative entre les deux groupes.







Cette méthode a été appliquée en Inde après qu'un amendement constitutionnel, datant de 1993, réserve un tiers des postes de chef de village aux femmes. Les villages qui devaient appliquer l'amendement ont été choisis de façon aléatoire par le gouvernement. Pour la première fois, les chercheurs ont pu recueillir un grand nombre de données leur permettant de mieux comprendre l'impact de ces quotas sur la participation politique des femmes en général. Il est déplorable de constater qu'à travers le monde, les femmes sont sous-représentées dans la sphère politique. En 2006, par exemple, seuls 17 % des membres des parlements du monde entier étaient des femmes.



Dans 495 villages du Bengal Occidental, les chercheurs ont analysé les changements d'attitude vis-à-vis du pouvoir féminin dans les villages qui comptaient des dirigeantes, et les ont comparés aux comportements des résidents de villages dirigés seulement par des hommes. Lorsque la question leur a été posée directement, les villageois n'avaient pas changé d'avis sur le pouvoir féminin, même après que leur village ait été dirigé par des femmes.<sup>21</sup> En réalité, mêmes les femmes du village déclaraient préférer le leadership masculin lorsqu'on leur posait la question.

Cependant, lorsque l'opinion et les préférences des habitants ont été mesurées de façon implicite, grâce à des tests d'association de mots et des tendances de vote, il était clair qu'un changement important avait eu lieu. Les hommes des villages destinés à être dirigés par des femmes étaient plus enclins à reconnaître des traits de leadership chez les femmes que les hommes des autres villages. En seulement 5 ans (de 1998 à 2003), les villages ayant une femme à leur tête ont élu, lors des élections qui ont suivi, plus de deux fois plus de femmes pour siéger au conseil du village que les villages n'étant pas dirigés par des femmes.

« Dans les recherches sur l'autonomisation, il est aussi fondamental de comprendre le contexte culturel », a déclaré la Dre Rachel Glennerster, directrice du Laboratoire d'Action contre la Pauvreté Abdul Latif Jameel (J-PAL) de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT). Ce réseau mondial de professeurs affiliés utilise les évaluations randomisées. « Si vous interrogez des personnes au sujet de l'autonomisation de façon directe, elles vous diront souvent ce que vous voulez entendre », explique la Dre Glennerster.





*Le groupe EKATA du village de Salikha faisait partie de ceux qui ont décidé d'affronter les jeunes hommes qui pratiquaient le « Eve Teasing » (« Taquiner Eve »), un euphémisme pour décrire le harcèlement sexuel grave dans les lieux publics. Beaucoup de familles ont ainsi été obligées de restreindre les sorties de leurs adolescentes.*



Parfois, dit-elle, pour mesurer de grands concepts comme l'autonomisation, il est nécessaire de poser des questions précises sur des comportements bien particuliers. Dans le sud du Bangladesh par exemple, se rendre sur les marchés locaux est un indicateur clé de l'autonomisation, même si cela peut paraître superflu. Si vous demandez si les jeunes filles ont le droit d'aller à l'école, vous obtiendrez très certainement la réponse socialement acceptable : oui, bien sûr. Déterminer si elles peuvent se rendre au marché seules ou avec des amis est un paramètre plus utile. « Hors contexte, on peut penser que nous considérons l'autonomisation comme un ensemble d'activités frivoles », déclare Dre Glennerster, une économiste dont les recherches comprennent des études sur le développement communautaire en Sierra Leone et l'autonomisation des adolescentes au Bangladesh. « Mais il s'agit en fait de déterminer la marge de manoeuvre qu'a une fille pour sa satisfaction personnelle et pour atteindre ses propres objectifs. »

Il n'est pas toujours possible d'effectuer des essais contrôlés randomisés. La mise en oeuvre d'un ECR implique plusieurs contraintes et certaines actions, comme celles portant sur les politiques fiscales ou les régulations des exportations, qui ne peuvent pas être randomisées. L'impact d'un projet, destiné par exemple à modifier la réactivité du gouvernement, peut également se propager dans les régions voisines, ce qui complique la constitution d'un groupe de contrôle.

Parfois, la conception d'un projet rend très difficile, voire impossible, la constitution d'un groupe de contrôle. Au Bangladesh, les planificateurs du projet SHOUHARDO n'ont par exemple pas utilisé d'ECR, car ils auraient de ce fait exclu des ménages admissibles. L'un des principes fondamentaux du programme SHOUHARDO aurait alors été violé : atteindre les ménages les plus pauvres du Bangladesh. Au lieu de cela, l'équipe du projet a utilisé la méthode susmentionnée d'appariement des coefficients de propension et a analysé les résultats de milliers de questionnaires d'étude. Cette approche a permis d'obtenir une approximation des comparaisons effectuées grâce à un ECR, et d'étayer précisément l'impact des actions du SHOUHARDO.

Des questions précises ont été posées aux femmes. Par exemple, à savoir si elles pouvaient se rendre seules au marché ou s'il leur était possible d'acheter ou de vendre des bijoux sans la permission de leur mari. Au fur et à mesure que leurs réponses à ces questions changeaient, le bien-être des habitants et de leur communauté était également modifié.





## L'engagement de CARE en matière de mesure et d'évaluation

**L'année dernière, les actions de CARE ont profité à 84 pays et à 122 millions de personnes à travers le monde. Il serait difficile, voire inutile de rechercher la valeur ajoutée de chaque projet dans la lutte pour l'égalité des sexes. C'est également le cas pour l'évaluation des efforts engagés pour renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes filles. Cependant, CARE a choisi certaines régions stratégiques pour mesurer les évaluations, une démarche qui dépasse largement les exigences standard d'un projet. En voici quelques exemples.**

### Mesurer les avantages de l'autonomisation économique en Afrique.

CARE mène actuellement une évaluation très poussée de son programme de microcrédit « Access Africa ». Access Africa a pour but de diriger les habitants des communautés extrêmement pauvres, n'ayant aucun accès aux services financiers officiels, vers des groupes d'épargne dirigés par ses membres et appelés Associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). La plupart des membres de ces AVEC sont des femmes. Une fois mis en place, le programme met en relation les individus et les groupes avec des institutions financières existantes, afin qu'ils puissent ouvrir des comptes épargne et accéder à des crédits et des assurances. L'analyse qui tire à sa fin concerne des villages au Malawi, au Rwanda et en Ouganda. Elle compare des groupes de contrôle à des habitants choisis au hasard dans ces villages et qui ne participent pas au programme. Cette analyse comprend une approche par classement de pauvreté afin de lister les groupes d'épargne selon le niveau de pauvreté avant et après l'action. Les indicateurs comprennent les changements dans les relations familiales, le leadership féminin, le pouvoir de décision, la santé et l'éducation. Access Africa appliquera les résultats de cette évaluation aux 26 pays où le programme existe.

### Un nouvel instrument de mesure du pouvoir féminin.

CARE prend les devants dans le développement de plusieurs mesures en faveur de l'égalité des sexes, du leadership et de l'autonomisation des jeunes adolescentes (entre 10 et 14 ans) et de leurs camarades masculins. L'index du leadership féminin (ILF) est une mesure unique mise en place à la suite d'études détaillées réalisées par des experts et grâce à l'analyse de données recueillies auprès d'adolescents âgés de 10 à 14 ans sur leurs capacités de leadership. Cet outil a été éprouvé et est maintenant peaufiné pour une utilisation à plus grande échelle.<sup>22</sup> Outre l'analyse des avancées du leadership, l'ILF peut aider les professionnels qui travaillent avec les jeunes à déterminer comment les capacités de direction peuvent aider les adolescents à atteindre un niveau d'instruction suffisant.

### Évaluer les meilleures méthodes de soutien à la réussite scolaire des filles.

Grâce au financement du Patsy Collins Trust Fund, CARE effectue des recherches sur quatre projets innovants d'enseignement complémentaire, destinés à améliorer le niveau d'instruction des jeunes filles marginalisées au Cambodge, en Honduras, au Mali et en Tanzanie. À travers des recherches opérationnelles, chaque site a recueilli un grand nombre de données de situation, de référence et de contrôle sur le niveau d'instruction des jeunes filles. Un partenariat avec l'Université du Minnesota a encouragé le développement d'indicateurs communs (appliqués grâce à des outils communs) pour comparer les quatre situations. L'initiative prévue pour durer 10 ans en est maintenant à sa septième année d'existence.<sup>23</sup>





### **L'accès aux soins de santé pour les femmes enceintes.**

En partenariat avec la Fondation Google et l'Université d'Emory, CARE mène actuellement une étude visant à étayer l'efficacité et la valeur ajoutée de certaines actions. Ces dernières abordent les attitudes et les normes sociales sous-jacentes qui empêchent les femmes enceintes d'avoir accès aux soins de santé de qualité. Dans le cadre de cette étude, une région du Mali va recevoir un ensemble de services de santé maternelle de base. Une seconde région recevra le même ensemble de services accompagné d'initiatives permettant d'identifier et de mettre à l'épreuve les principales normes sociales qui entourent le pouvoir, la prise de décision et les rôles entre les sexes, car elles influencent les soins prénataux. L'évaluation mesurera les changements de normes sociales et de comportements en matière de santé maternelle, tout en surveillant la disponibilité et la qualité des services de santé dans les deux régions.

### **L'autonomisation économique et la santé sexuelle et reproductive : impact sur les mariages précoces en Éthiopie.**

Ce projet de développement et de recherche qui s'étale sur trois ans et qui est financé par la Fondation Nike vise 5 000 jeunes filles « déjà mariées » âgées de moins de 19 ans, dans la région d'Amhara en Éthiopie. Le terme « déjà mariées » désigne les jeunes filles mariées, veuves ou divorcées. Les filles déjà mariées se heurtent à des obstacles à l'égalité des sexes, comme le manque d'opportunités économiques, le harcèlement, la violence et les menaces à la santé sexuelle et reproductive. CARE a pour objectif d'aider les jeunes filles participant au programme à renforcer leurs droits économiques et à la santé reproductive, ainsi que leur aptitude à prendre des décisions financières pour elles-mêmes et leur famille. Le programme en est encore à ses balbutiements, mais les recherches menées sur les groupes types montrent que les participantes réussissent à faire face aux normes sociales, telles que les mariages précoces et forcés ou l'arrêt de la scolarisation d'une fille lorsqu'elle est mariée.

### **Des femmes dans les marchés de produits laitiers au Bangladesh.**

Le projet de Renforcement de la chaîne de valeur des produits laitiers (RCVPL) de CARE a été lancé en 2007 et financé par la Fondation Bill et Melinda Gates dans le but de doubler les revenus des petits exploitants agricoles du nord-ouest du Bangladesh. Les résultats montrent qu'un nombre surprenant de producteurs laitiers, de dirigeants d'associations agricoles, de collecteurs de lait et de travailleurs du secteur de l'élevage de bétail et de la santé sont en réalité des femmes. En effet, les femmes représentent 79 % des 25 863 producteurs de ces secteurs. Une évaluation à moyen terme du RCVPL montre que le projet a un effet positif sur la possession de biens, le pouvoir de décision et le capital humain, social et politique des femmes.<sup>24</sup>

# CONCLUSION

## Le sexe et l'âge ont leur importance!

Mesurer et analyser les résultats d'un projet d'après l'âge et le sexe d'une personne y participant est crucial pour mesurer l'autonomisation des femmes dans le développement à long terme et les interventions d'urgence. Le rapport « Le sexe et l'âge ont leur importance » publié en 2011 par CARE International, en partenariat avec l'Université Tufts et le Bureau de Coordination des Affaires Humanitaires des Nations Unies (OCHA), souligne l'importance de l'âge et du sexe dans l'évaluation de l'efficacité opérationnelle des efforts humanitaires. Des études ont montré que les personnes ne vivent pas de la même façon les catastrophes naturelles et les conflits armés selon leur âge et leur sexe. En effet, la distribution et l'accès aux services vitaux varient significativement en fonction de ces facteurs. D'après l'étude, cela permet aux « organisations opérationnelles d'apporter leur aide de manière plus efficace et plus efficiente ». Pour lire le rapport et les recommandations émises pour s'assurer que les données ventilées par sexe sont prises en compte dans les efforts humanitaires, rendez-vous sur [care.ca/fr/salle-de-presse/publications](http://care.ca/fr/salle-de-presse/publications).

## Des résultats solides requièrent des équipes fortes.

Il est primordial que les donateurs, les gouvernements et les ONG s'engagent à long terme, aussi bien au niveau national qu'international, et financent des programmes à long terme visant à renforcer l'autonomie des femmes et des jeunes filles. Ces fonds sont mieux alloués s'ils privilégient le développement des compétences en matière d'égalité des sexes pour les équipes chargées de la gestion, de la surveillance et de l'évaluation des programmes. Mesurer l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes est une compétence professionnelle qui nécessite de l'expertise et de l'expérience, tout comme lire un plan et déterminer les étapes à suivre dans la construction d'un nouveau pont requiert l'expertise d'un ingénieur. Les spécialistes en égalité des sexes fournissent à leurs collègues spécialisés dans le développement, les connaissances et les aptitudes nécessaires pour recueillir des données ventilées par sexe et identifier les changements dans les relations entre les sexes. L'expertise est aussi nécessaire pour mener une analyse détaillée permettant d'identifier où et comment l'autonomisation des femmes fait une différence. Des formations et le développement des capacités appropriées doivent être financés afin de garantir que toutes les équipes sont capables d'aborder les programmes internationaux en gardant toujours à l'esprit la question de la relation entre les sexes.

## Le Canada aide à montrer la voie.

Le projet de CARE Canada intitulé *Une meilleure nutrition et une meilleure santé pour les femmes et les enfants vulnérables d'Éthiopie et du Zimbabwe*, financé par l'initiative Muskoka de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), inclut les objectifs relatifs au renforcement de l'autonomie des femmes et à l'égalité des sexes. Il utilise également un ensemble complet d'indicateurs pour déterminer si la plus grande autorité et les compétences accrues des femmes à prendre des décisions en matière d'allaitement et de nutrition sont la clé d'une meilleure santé des filles et des garçons. En outre, ce projet mesure les dynamiques alimentaires au sein des ménages et compare la différence de connaissances entre les hommes et les femmes en ce qui a trait aux soins prénataux et à la prévention des maladies. Cette démarche a pour but de déterminer si une meilleure répartition des connaissances et du pouvoir entre les deux sexes peut contribuer à réduire le risque de maladies chez les filles et les garçons.

Dans le cadre du programme international de la Banque mondiale en faveur de l'égalité des sexes, les mesures de financement, d'innovation et de partenariat doivent mettre l'accent en priorité sur le soutien d'actions publiques basées sur des faits. L'ACDI travaille avec des partenaires nationaux et internationaux afin de mesurer les dynamiques entre les sexes dans les domaines de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition. CARE Canada poursuit ces objectifs en soutenant par exemple les associations agricoles et laitières cubaines pour qu'elles recueillent des données ventilées par sexe sur leurs membres et qu'elles garantissent un partage équitable du leadership entre les femmes et les hommes, en surveillant les tendances d'équité en matière de propriété des terres au Mali et au Ghana et en mesurant le changement des valeurs communautaires à propos de l'instruction des filles en Zambie. Avec l'aide de partenaires tels que l'ACDI, CARE Canada continuera à oeuvrer en faveur du renforcement de l'autonomie des femmes et de l'égalité des sexes, en plaçant les actions de mesure au centre du processus.

### Le Canada aide à montrer la voie.

- Assurer l'intégration des objectifs en matière d'autonomisation des femmes et d'analyse de la relation entre les sexes dans des domaines comme la santé, la sécurité alimentaire, l'autonomisation économique, la réduction des risques de catastrophes et la gouvernance.
- Établir, tester et utiliser des méthodes de mesure afin d'évaluer les effets des projets sur la vie des femmes et inclure les données ventilées par sexe dans les programmes de contrôle et d'évaluation.

## Agir en partenariat

Évaluer l'autonomisation des femmes peut produire des résultats étonnants et permettre de tirer des leçons importantes pour les futurs efforts de développement. Une telle notion dépasse la structure d'une seule organisation. Avec l'aide de plus d'une douzaine d'ONG canadiennes, CARE a récemment évalué les moyens les plus efficaces de mesurer l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes dans le cadre de la surveillance et de l'évaluation de projet. Ces réunions régulières entre toutes ces organisations sont un moment de partage et de collaboration entre les ONG dont le but est d'identifier les meilleurs moyens d'atteindre les objectifs fixés en matière d'autonomisation des femmes et d'égalité des sexes. En renforçant le dialogue entre acteurs du développement, les ONG canadiennes font en sorte que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes demeurent en première ligne des efforts de développement.



*Des enfants jouant sur une échelle dans le village de Kwabadha, dans la région du Haut-Char, au Bangladesh.*



## NOTES DE FIN D'OUVRAGE

- <sup>1</sup> Lisa C. Smith, Faheem Khan, Timothy R. Frankenberger and Abdul Wadud, "Admissible Evidence in the Court of Development Evaluation?: The Impact of CARE's SHOUHARDO Project on Child Stunting in Bangladesh," Institute of Development Studies Working Paper, Volume 2011 No. 376 (October 2011): 8.
- <sup>2</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," Technical Assistance for N.G.O.s, (December 2009): 98-99.
- <sup>3</sup> Smith, Khan, Frankenberger, Wadud.
- <sup>4</sup> "World Development Report 2012: Gender Equality and Development," World Bank, (2012): 153-155.
- <sup>5</sup> World Development Report 2012, 13-16.
- <sup>6</sup> Ruth Levine, Cynthia Lloyd, Margaret Greene, Caren Grown, "Girls Count: A global investment and action agenda," Center for Global Development, (2008), 1-2.
- <sup>7</sup> U.S. Secretary of State Hillary Clinton, Fourth High Level Forum on Aid Effectiveness, Special Session on Gender, (speech, Nov. 30, 2011), Busan Exhibition and Convention Center, Busan, South Korea.
- <sup>8</sup> Miske Witt & Associates, "The Power to Lead Alliance (PTLA): Empowering Girls to Learn and Lead," Final Evaluation Report for CARE USA, (Dec. 6, 2011): 53-54.
- <sup>9</sup> "Empowering young women: What do we know about creating the girl effect?," The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab at MIT, (2010): 9-10.
- <sup>10</sup> "Empowering young women: What do we know about creating the girl effect?," The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab at MIT, (2010): 11-12.
- <sup>11</sup> Veronica Magar, Ferdous Jahan, "SHOUHARDO Women's Empowerment Thematic Review," BRAC Development Institute, (April 6, 2009): 17.
- <sup>12</sup> Lisa C. Smith, Usha Ramakrishnan, Aida Ndiaye, Lawrence James Haddad, Reynaldo Martorell, "The Importance of Women's Status for Child Nutrition in Developing Countries," (International Food Policy Research Institute, 2003): xi.
- <sup>13</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," 97.
- <sup>14</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," 158.
- <sup>15</sup> Smith, Khan, Frankenberger, Wadud, 8.
- <sup>16</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," 48.
- <sup>17</sup> Smith, Khan, Frankenberger, Wadud, 31.
- <sup>18</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," 59-60.
- <sup>19</sup> "SHOUHARDO Final Evaluation Report," 76.
- <sup>20</sup> Joint Partnership to Promote Evidence and Data for Gender Equality (EDGE) 2012-2015, UN Women, (2011).
- <sup>21</sup> "Perceptions of Female Leaders in India," The Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab at MIT, 2010. Lori Beaman, Raghavendra Chattopadhyay, Esther Duflo, Rohini Pande, Petia Topalova, "Powerful Women: Does Exposure Reduce Bias?" The Quarterly Journal of Economics (2009) 124(4): 1497-1540.
- <sup>22</sup> N. Pellowski Wiger, "Adolescent girls' leadership in Honduras: CARE's Girls' Leadership Index survey" (M.A. thesis, University of Minnesota, 2010): 31-40.
- <sup>23</sup> "Insights in Innovation: Education Findings from the Patsy Collins Trust Fund Initiative," (CARE, Feb. 2009), 13.
- <sup>24</sup> "Progress Report 2010: Market Engagement," (CARE, 2010): 13-14.
- <sup>25</sup> World Bank 2011. World Development Report 2012: Gender Equality and Development. The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Washington.
- <sup>26</sup> Agence canadienne de développement international. 2011. Améliorer la sécurité alimentaire : stratégie de l'ACDI en matière de sécurité alimentaire. Ottawa : Agence canadienne de développement international.



**care**®

#### **SIÈGE SOCIAL**

CARE Canada  
9 Chemin Gurdwara  
Suite 200  
Ottawa, ON, K2E 7X6 Canada  
Tél : 613.228.5600  
Télé : 613.226.5777  
Courriel : [info@care.ca](mailto:info@care.ca)

**care.ca**

#### **BUREAU DU QUÉBEC**

CP 114 Succ St-Jacques  
Montréal, QC, H3C 1C5  
Tél : 514-443-3898  
Courriel : [info@care.ca](mailto:info@care.ca)